



## Une fraude gigantesque dans la collecte de signatures pour le révocatoire est dénoncée au Venezuela



Par Guillermo Alvarado

La Table de l'Unité Démocratique, coalition d'opposition au Venezuela a perpétré la plus grande fraude de l'histoire électorale de ce pays, dans sa tentative d'obtenir, coûte que coûte, les signatures nécessaires pour qu'un référendum révocatoire soit convoqué contre le président Nicolas Maduro. Malgré cela le Conseil National Electoral vient de valider 1% des signatures.

Le Maire de Caracas, Jorge Rodríguez, est d'avis que la demande pour la tenue d'un révocatoire est condamnée à l'échec sur le plan légal compte tenu des plus de 8600 plaintes portées devant les tribunaux par des citoyens pour de graves irrégularités durant le processus de collecte des signatures.

Il a souligné qu'il a été constaté que plus de 10 000 personnes décédées figurent dans les listes, ainsi que les nombres de 9 333 prétendues identifications qui n'existent pas. Sur les listes présentées par la Table de l'Unité Démocratique figurent aussi 3000 mineurs qui n'ont pas légalement le droit de voter, ainsi que plus de 1300 personnes inhabilitées, entre autres pour purger des peines de prison.

Un cas flagrant de fraude a été dénoncé par la journaliste María Alejandra Aguirre. Lorsque elle a commencé à réviser sur Internet, dans le site du CNE, le Conseil National Electoral elle s'est rendue compte que sa grand-mère, Florinda Hurtado, décédée il y a 3 ans, figurait comme l'un des signataires demandant le révocatoire.



Elle ne peut pas comprendre comment le CNE a validé 1% des signatures présentées par la Table de l'Unité Démocratique et encore moins que cette instance ait donné le feu vert à la seconde étape, même si elle s'est engagée à dénoncer auprès du Ministère Public toutes les irrégularités détectées.

La présidente du CNE, Tibusay Lucena, a en effet admis qu'il y a de multiples fraudes qui doivent être révisées par le Ministère Public dont des signatures en double, des empreintes digitales qui ne correspondent pas à l'identité des signataires.

L'opposition doit réunir, durant cette seconde phase, les signatures de 20% des citoyens aptes à voter, et qui seraient favorables à la tenue du référendum révocatoire.

Des observateurs et analystes considèrent qu'il est peu probable que ce référendum soit organisé avant la fin 2016, malgré les pressions de la droite, auxquelles sont venus se joindre de façon ouverte et sans scrupules, les États-Unis.

Dans des déclarations qui en peuvent être qualifiées que d'ingérence, le Secrétaire d'État, John Kerry, a exigé aux autorités électorales vénézuéliennes de " ne pas jouer aux retards".

Un signe clair de la hâte de Washington, plus que celle de la droite, de faire marche arrière et d'effacer la Révolution Bolivarienne , pour récupérer le contrôle sur ce pays frère, surtout le contrôle sur ses ressources énergétiques immenses, ce qui est, nul ne l'ignore, l'un des désirs les plus obscurs de la Maison Blanche.